

PROCES DE L'AFFAIRE OAIC, LE DG SE DEFEND :

«Le Groupe SIM n'a bénéficié d'aucun avantage»

Après 15 mois d'instruction et un renvoi qui a eu lieu le 6 juillet dernier, le procès de l'affaire de l'OAIC a finalement débuté hier au tribunal d'El-Affroun, dans la wilaya de Blida. 32 personnes impliquées dans cette affaire, dont l'actuel directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), des cadres dirigeants et le patron du groupe SIM, ont été appelées à la barre.

Cependant, jusqu'à une heure avancée de l'après-midi, le juge n'avait auditionné que quatre prévenus, à savoir le DG de l'OAIC et trois cadres dirigeants. Ces derniers se sont attelés à répondre aux questions du magistrat qui étaient principalement axées sur le pourquoi d'avantage

gé le groupe SIM par rapport aux autres meuniers, question à laquelle chacun d'eux avait répondu, argument à l'appui, que celui-ci n'a bénéficié d'aucun avantage de la part de l'OAIC.

Mieux, ils rétorquèrent que si le groupe SIM n'avait pas été

preneur du blé de l'OAIC, l'office aurait enregistré une perte évaluée à 20 milliards de dinars.

«Il faut tenir compte qu'en cette période, on avait un excédent de blé dans nos silos et nos ventes étaient très faibles à cause de la concurrence, il nous fallait, par ailleurs, payer chaque mois 15 000 travailleurs sans compter les autres charges, dira le DG de l'OAIC.

Il ajoutera que le groupe SIM a été leur sauveur, d'autant que l'office n'a plus le

monopole depuis des années.

A la question de savoir pourquoi SIM a bénéficié en mars 2004 d'un quota supplémentaire de 300 q pour sa minoterie de Khemis-Miliana, le DG a répondu que celui-ci était la seule minoterie implantée dans la wilaya de Aïn-Defla et pour éviter un manque de semoule à la veille de l'élection présidentielle, une instruction gouvernementale leur avait dicté, soutiendra-t-il, de satisfaire à la demande de celui-ci.

Sur un autre volet, le DG était tenu d'expliquer le pour-

quoi de la distribution directe du blé provenant du port sans passer par les coopératives de céréales. Il avait répondu qu'il ne le savait pas.

Quant aux rabais sur les prix du blé dont a bénéficiés le groupe SIM, les prévenus les ont justifiés par une circulaire de la tutelle. Des rabais qu'ils faut accorder aux clients solvables, fidèles et potentiels.

Le procès se poursuivra aujourd'hui et le patron du groupe SIM sera le dernier à être auditionné.

M. B.

SUITE AUX ÉMEUTES DANS TROIS COMMUNES

37 manifestants présentés devant le magistrat instructeur de Skikda

37 émeutiers, 11 de la commune de Ramdane-Djamel et 26 de celle de Filfila, ont été présentés dimanche au magistrat instructeur du tribunal de Skikda. Six d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt, alors que les autres ont fait l'objet d'une citation directe à comparaître.

Les griefs retenus contre eux sont attroupement et incitation à l'attroupement, trouble à l'ordre public et dégradation des biens de l'Etat, des événements survenus le week-end dernier à Filfila, Ramdane-Djamel et Béni-Béehir, dans la wilaya de Skikda. Ces manifestations font suite à la perturbation de l'alimentation en énergie électrique.

A Béni-Béehir, distante de 22 km du chef-lieu de la wilaya, elles ont été, de loin, les plus violentes. Une population en furie, plus d'une centaine de personnes, a saccagé le bureau de poste et le siège de la municipalité. Après

avoir patienté pendant trois jours dans l'espoir de voir les agents de la Sonelgaz rétablir le courant électrique, les émeutiers ont investi la rue dans la nuit du vendredi, après la prière du maghrib. Leur première cible ne fut autre que le P/APC, Fodil Bouloudani, qui, quelques heures auparavant, prenait part à une opération de curage des avaloirs obstrués après les fortes averses enregistrées ces derniers jours.

Le P/APC a été blessé à l'œil gauche par un jet d'un projectile, avant de trouver refuge au sein de la brigade de la gendarmerie.

Vitres brisées, pneus brûlés et routes fermées à la circulation automobile, tel est le décor que présentaient les artères de la commune. La foule a été dispersée par les éléments des forces de l'ordre.

L'opération a vu la mobilisation des services de la Sûreté de wilaya. L'accalmie est revenue depuis grâce aux effectifs dépêchés depuis le chef-lieu de la wilaya. A Béni-Béehir, à 16 km de Skikda, les protestataires

ont bloqué la RN44 menant à Skikda, tandis qu'à Ramdane-Djamel, ils ont tenté de s'attaquer au siège de l'APC.

Des pneus ont été brûlés devant le siège de la mairie, et les flammes se sont propagées jusqu'aux bureaux, ce qui a incité le P/APC et son équipe à amorcer un dialogue avec les manifestants pour apaiser les esprits.

Pendant ce temps-là, d'autres protestataires ont érigé des barricades sur le chemin de wilaya reliant leur commune à Béni-Béehir, obligeant ainsi les automobilistes se rendant vers Skikda à bifurquer par Mezedj-E'dchiche.

Une situation qui a fait que beaucoup d'employés de la zone industrielle sont arrivés en retard à leur lieu de travail.

Les gendarmes ont entamé un dialogue avec les jeunes, tout en installant un dispositif de régulation de la circulation. Depuis, le calme est revenu et l'alimentation en énergie électrique est rétablie.

Zaïd Zoheir

CONDAMNÉ À 5 ANS DE PRISON

Un avocat pédophile

Agé de 59 ans, un avocat inscrit au barreau de Mostaganem, divorcé, père de 4 enfants, a été jugé le 27 septembre par la cour d'assises de Mostaganem pour attentat à la pudeur. La victime est une mineure de moins de 16 ans. Il occupait auparavant la fonction de magistrat auprès des tribunaux.

On aperçoit à peine le visage de la petite Amira âgée de 16 ans, qui est effrayée par les juges et jurés qui sont assis devant elle. Sa mère est accrochée à elle, la tenant par la main, l'accusé, lui, est devant la barre. Le président de la séance use de toute sa pédagogie pour mettre la victime en confiance et l'aider à relater les faits de cette nuit du 7 mars 2009. L'adolescente n'a pas dit un mot puis d'une voix troublante, lance «c'est lui», et le désigne du doigt. C'est la mère qui prendra la parole à la place de sa fille. Elle déclare qu'elle est sortie de la maison située à Tigdit vers 17h, deux heures plus tard, elle ne rentre toujours pas.

Son absence angoisse la maman. Dehors, il n'y a pas de trace de Amira. Personne ne l'a vue, il commence à se faire tard et la mère s'inquiète, il ne reste plus qu'une chose à faire : prévenir la

police. «Si elle ne vient pas dit-elle, c'est qu'il lui est arrivé un malheur». Elle n'a pas fermé l'œil de la nuit et la guette au pas de la porte. Tôt le matin vers 6h, elle l'aperçoit enfin dans un état lamentable. Elle marchait difficilement, ses cheveux avaient des traces de cendres de cigarettes et ses vêtements sentaient l'alcool. Elle raconte comment elle est tombée dans ce traquenard. Le violeur lui a offert des confiseries et des stylos avant de l'attirer dans son cabinet pour ensuite la séquestrer. Elle a tout raconté.

Comment il l'a déshabillée, comment elle a essayé de lui échapper avant d'être ligotée, comment il l'a sodomisée à plusieurs reprises et abusé de son frère corps. C'était aussi un alcoolique. Profitant de son sommeil, la victime réussit à s'enfuir au petit matin. Elle a bien décrit aux enquêteurs l'intérieur du

cabinet : un cadre accroché au mur, un lit, un frigo et des bouteilles d'alcool.

Il a été arrêté trois jours plus tard, après avoir accompli son forfait.

Le rapport d'instruction fait état de ces détails, il est signé par l'accusé.

Au cours du procès, le mis en cause a clamé son innocence, il dit que c'est un coup monté par ses ennemis, accusait même les services de sécurité de lui avoir tendu un piège. Bien que le président de la séance a lu attentivement toutes ses déclarations durant l'instruction, prouvant sa culpabilité, il l'écoute, les traits tirés, le visage blême mais il nie catégoriquement être l'auteur de cet acte ignoble.

Il déclare que dans la nuit du 7 au 8 mars, il se trouvait dans sa ferme agricole à l'estuaire du Chéliff où il a passé la nuit, d'ailleurs, dit-il, «mes amis sont témoins, appelés à la barre, ces derniers ont tous rejeté ces dires. Le médecin légiste de l'hôpital a confirmé les traces sur le corps de la petite fille, tandis que le

psychiatre qui a examiné l'accusé le décrit comme un homme normal et simulateur.

On apprendra peu de lui dans cette audience, à moins que c'est un homme divorcé. Son voisinage, venu nombreux dans la salle d'audience, se dit rassuré que ce monstre, un homme divorcé, père de 4 enfants, soit mis hors d'état de nuire, ils ne se sentent pas soulagés pour autant avant le prononcé du verdict.

Le ministère public a requis la peine de 15 ans de réclusion avant de donner la parole à la plaidoirie qui s'est basée surtout sur le manque d'expertise médicale des tests ADN pour mieux élucider cette affaire. Ce serait, disent-ils, une preuve scientifique pour condamner ou innocenter l'accusé.

Enfin, après les délibérations, bénéficiant des circonstances atténuantes, B. L. a été condamné à 5 ans de prison ferme et devra verser une amende de 15 millions de centimes à la victime en guise de dommages et intérêts.

A. Bensadok

Pause-café en grève pour dénoncer le monopole étatique sur l'Internet !

Tout ça ne fait pas chic
Les affaires, la politique
Tout mène vers l'Unique
Et c'est ça le hic !

Vive la télé unique
Souk Lakhdar ? «Intik» !
Vive Air Algérie unique
Le billet fait des briques
Vive l'ANEP unique
La pub ? C'est magnifique !
Vive le candidat unique
Démocratie ? C'est du comique !

Tout ça ne fait pas chic
Les affaires, la politique
Tout mène vers l'Unique !
Et c'est ça le hic !

Vive le capitalisme unique
C'est pas l'Amérique !
A la bourse dialna, ça pique !
Tu perds, tu gagnes sans fric
Internet sera unique
Et d'un simple clic
Tu envoies l'Eepad à la clinique !
Sous leurs rires cyniques

Tout ça ne fait pas chic
Les affaires, la politique
Tout mène vers l'Unique !
Et c'est ça le hic !

Je ne vois que des flics
Et des moutons sympathiques
Devant des urnes titaniques
On s'en fout de l'informatique
Des libertés démocratiques
Le ventre est pantagruélique
L'esprit relève de la robotique
La culture ? Sort ton automatique !

Tout ça ne fait pas chic
Les affaires, la politique
Tout mène vers l'Unique !
Et c'est ça le hic !
farahmaamar@gmail.com